



Les Directives sur le Droit à l'Alimentation¹

Introduction

En Novembre 2004, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) a adopté les [Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale](#)² (ci-après: Directives sur le droit à l'alimentation ou directives DàA). Initiées par la société civile, négociées dans un processus de collaboration, et adoptées à l'unanimité par tous les États membres de la FAO, les directives sur le droit à l'alimentation représentent l'espoir d'un meilleur consensus sur les démarches que doivent prendre les États afin de remplir leurs obligations vis-à-vis du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et rendre le droit humain à une alimentation adéquate et à la nutrition (DàAAN) une réalité pour les populations sur le terrain.

Depuis que les directives sur le droit à l'alimentation ont été adoptées, bien que certains progrès aient été accomplis dans la mise en œuvre du droit à l'alimentation adéquate et à la nutrition, il reste sans doute le droit humain le plus constamment violé à travers le monde. Les directives continuent cependant d'être un outil pratique et précieux dans le cadre des luttes menées par les organisations de la société civile et des mouvements sociaux afin d'obliger les gouvernements à rendre compte de leurs actions.

Pertinence et contributions des directives sur le droit à l'alimentation

- Les directives sur le droit à l'alimentation représentent le premier accord intergouvernemental sur la procédure de mise en œuvre du DàAAN à l'échelle nationale. Ayant été adoptées à l'unanimité par les membres de la FAO en tant que document de consensus sur la procédure d'implémentation du DàAAN, aucun État membre de la FAO ne peut prétendre ignorer les directives.
- Elles ont contribué à accroître la visibilité et la compréhension de la nourriture en tant que droit humain, les obligations que le droit à l'alimentation impose aux

1 Cette fiche d'information est basée sur les sources énumérées ci-dessous, principalement sur les articles de l'Observatoire 2014 et le rapport de synthèse des OSC.

2 « Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale » FAO, Octobre 2014. Disponible en anglais, français, espagnol, chinois, arabe, russe et népalais à: www.fao.org/docrep/009/y7937e/y7937e00.htm.

- États, le rôle d'on dispose les détenteurs de droits, et la nécessité d'une approche holistique des systèmes alimentaires, sur la base de l'indivisibilité des droits de l'homme. Les Directives réitèrent l'interprétation du DàAAN comme indiqué par le Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, dans son Observation générale n ° 12³ et font appel à une approche multi-sectorielle et holistique des politiques publiques.
- Elles ont contribué à plusieurs avancées au niveau mondial et national en vue de la réalisation du DàAAN. Par exemple, un processus global d'introduction du DàAAN dans les cadres juridiques et politiques nationaux a été lancé avec l'adoption des directives sur le droit à l'alimentation (par exemple, le DàAAN a été institutionnalisé sous la forme d'amendements constitutionnels et de lois-cadres dans de nombreux pays, dont le Mexique , l'Afrique du Sud et le Brésil). A l'échelle mondiale, les directives étaient essentielles dans la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et dans l'élaboration de documents tels que le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CSM) et le Cadre global d'action actualisé (CGA).
- Les directives sur le droit à l'alimentation peuvent être utilisées comme un outil efficace de surveillance et de plaidoyer pour la société civile, comme le démontre l'étude de cas ci-dessous.

L'évaluation des progrès et défis à venir à l'occasion du 10ème anniversaire des Directives

2014 a marqué le 10e anniversaire de l'adoption des directives sur le droit à l'alimentation. À cette occasion, la société civile et les mouvements sociaux se sont engagés dans la promotion et la défense du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition, ainsi que la souveraineté alimentaire. Ils ont entrepris une évaluation critique ouvrant la voie au développement du droit humain à une alimentation adéquate et à la nutrition. Grâce à un vaste processus de consultation de la société civile, facilité par le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, et avec le soutien politique des organisations membres du Mécanisme de la société civile du Comité de sécurité alimentaire mondiale (CSM), un rapport de synthèse OSC fut rédigé.⁴

Les directives sur le droit à l'alimentation en tant qu'outil de surveillance pour la société civile : L'exemple de la Colombie

3 Disponible à : <http://www.refworld.org/docid/4538838c11.html>

4 "Dixième anniversaire des Directives sur le droit à l'alimentation - Les avancées, les défis et la marche à suivre. Rapport de synthèse de la société civile en vue de la 41ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies" (Octobre 2014). Disponible en anglais, français, espagnol à : http://www.fian.org/fr/bibliotheque/publication/dixieme_anniversaire_des_directives_sur_le_droit_a_l'alimentation_les_avances_les_defis_et_la_marche_a_suivre/

FIAN Colombie, ainsi que d'autres organisations de droits de l'homme, a lancé des rapports de suivi sur la situation du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition en Colombie en 2008, 2010 et 2013.⁵ Ces rapports ont été méthodologiquement structurés de manière à exploiter un outil de surveillance développé par FIAN International et Welthungerhilfe⁶, qui vise à faciliter le contrôle du respect des États envers leurs obligations légales vis-à-vis du RtAFN sur la base des directives volontaires sur le droit à une alimentation adéquate. Les rapports se sont révélés utiles dans le cadre des efforts internationaux et nationaux de sensibilisation. Ceci est un exemple de la façon dont la société civile emploie les directives sur le droit à l'alimentation comme outil de surveillance.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site Web de FIAN Colombie (en espagnol): www.fiancolombia.org.

Références supplémentaires

- «L'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition - Dixième anniversaire des Directives sur le droit à l'alimentation: les avancées, les défis et la marche à suivre». FIAN International, ICCO, Pain pour le Monde, Octobre 2014. Disponible en anglais, en espagnol et en français à: www.rtfn-watch.org
 - « Le droit à l'alimentation: la lutte des peuples». Vidéo, Octobre 2014. Disponible en anglais, espagnol, français et allemand: www.youtube.com/watch?v=eDMSwErcOeQ
- « The Right to Food: Past commitment, current obligation, further action for the future. A Ten-Year Retrospective on the Right to Food Guidelines». FAO, Octobre 2014. Disponible à: www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/files/106_RightToFood/RTF_Synthesis_Report.pdf

5. Un résumé du rapport de 2013 est disponible à: http://www.rtfn-watch.org/uploads/media/Watch_2014_Article_12_Colombia.pdf

6. FIAN International, 2007, "Passer au crible l'action des États contre la faim : Document sur comment utiliser les directives volontaires sur le droit à l'alimentation afin de contrôler les politiques publiques", Heidelberg, Novembre, disponible à: http://www.fian.org/fr/bibliotheque/publication/passer_au_crible_laction_des_etats_contre_la_faim/